

M. Head: Comme vous savez, la réunion de San Juan a lieu dimanche et lundi prochains. Nous avons l'intention de commencer au cours de l'après-midi dimanche -- il m'est impossible d'être plus précis -- et de terminer je ne sais trop quand lundi après-midi. Vous voyez que les dispositions prises sont très flexibles et que les chefs d'Etat et des conseillers ministériels auront toute latitude pour mener la réunion comme ils l'entendront.

Dans certains milieux, cette réunion a été baptisée Rambouillet II. A Ottawa, nous l'appelons la Conférence de San Juan. Il s'agit peut-être du deuxième d'une série de sommets économiques auxquels le Canada participera.

Vous vous rappelez sans doute qu'il y avait dans le monde un sentiment de crise économique au moment où a été convoqué le sommet de Rambouillet. Les économies des principaux pays industrialisés étaient toutes aux prises avec l'inflation galopante et avec les problèmes de chômage qui l'accompagnaient. Il fallait en même temps résoudre certaines difficultés monétaires et économiques bilatérales, sinon multilatérales. Trois problèmes s'étaient posés au Fonds monétaire international: deux d'entre eux ont été résolus de façon satisfaisante, mais le troisième échappe jusqu'ici à toute solution. La difficulté est de savoir si les taux de change seront fixes ou flottants. Les deux principaux protagonistes de ce débat étaient la France et les Etats-Unis. C'est alors qu'il a été décidé de réunir ce qu'on a appelé les Cinq Grands. L'Italie a également été invitée pour deux raisons: d'abord, l'économie italienne était fragile et la lire très faible à ce moment; ensuite, l'Italie pouvait être considérée comme un représentant de la Communauté européenne à ce sommet.

Vous vous souvenez que le Canada avait trouvé très fâcheux de n'avoir pas été invité, lui qui pourtant affichait un produit national brut supérieur à celui de l'Italie et presque égal -- aujourd'hui supérieur -- à celui du Royaume-Uni. Nous sentions alors que le Canada avait tout à fait le droit et, bien entendu, qu'il avait tout intérêt à participer à une telle rencontre.

De plus, nous avions l'impression que c'était créer un dangereux précédent que de laisser au seul pays hôte le soin de dresser la liste des participants à une rencontre internationale.

Ces positions ont été énoncées avec force à l'époque dans la communauté internationale, et elles ont même reçu un appui considérable de la part des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon. L'Italie, quant à elle, n'avait pas d'objection. Quoi qu'il en soit, les Français ne sont pas revenus sur leur décision et le sommet a eu lieu en l'absence du Canada. Tout indiquait cependant que si une deuxième session était convoquée, le Canada cette fois serait invité; et c'est ce qui s'est produit.

Vous connaissez sans aucun doute l'annonce, ou la déclaration, du Président Ford qui allait de pair et coïncidait avec celle de la convocation de la réunion. Le Président y disait que dans le contexte de l'économie internationale, les économies nationales et l'économie mondiale étant ballottées dans tous les sens, il était important que les dirigeants des principales économies n'attendent pas que la crise leur tombe dessus pour tenter de la résoudre; il fallait plutôt essayer de prévoir les crises, ou planifier à l'avance et les prévenir à un stade où elles ne sont pas encore imminentes.

(over)